



Tony Blair et Gordon Brown face à la question de l'adoption de l'euro : aspects discursifs et médiatiques.

Communication présentée par **Nathalie Champroux**,
Maître de conférences à Paris XII – Val de Marne
dans le cadre de la journée d'étude du CERVEPAS
consacrée au bilan socio-économique du deuxième mandat New Labour

24 juin 2005

Comité de lecture :

http://www.univ-paris3.fr/recherche/sites/edea/cervepas/comite_de_lecture_fr.htm

Université de Paris III – Sorbonne Nouvelle
Institut du Monde Anglophone
5 rue de l'École de Médecine
75006 Paris

Pour tout commentaire ou question, contacter : cervepas@univ-paris3.fr

Abstract

Since its accession to power in 1997, the Tony Blair-Gordon Brown couple has been faced with the task of deciding of the British policy regarding the euro. Its solution to the problem was the invention by the Chancellor of the Exchequer of five particular economic tests that the United-Kingdom must pass before the government recommends Britain's entry into the euro zone. In June 2003, a second assessment of the tests concluded that such a recommendation was not possible yet. This article confirms that the economic and politic circumstances could not but lead to this conclusion. It then wonders about the rumours of a disagreement between the Prime Minister and the Chancellor concerning this conclusion. It shows that the two men's speeches did not reveal any disagreement on the subject but were misinterpreted by the British economic press. It concludes that the misinterpretations were due to the rivalry between Tony Blair et Gordon Brown being exacerbated by the mere existence of the tests which have transferred power from the hands of the Prime Minister to those of the Chancellor.

Introduction

Depuis son accession au pouvoir en 1997, le couple gouvernemental Tony Blair-Gordon Brown est confronté à la responsabilité de décider de la politique britannique vis-à-vis de l'euro. Sa solution au problème a été l'invention presque immédiate par le Chancelier de l'Échiquier de cinq tests économiques particuliers que le Royaume-Uni doit passer avec succès avant que l'adhésion britannique à la zone euro ne soit recommandée. Deux évaluations des tests, en 1997 et en 2003, ont conclu que cette recommandation était encore impossible. Plusieurs rumeurs se sont élevées entre les deux évaluations. D'une part, les tests économiques ne seraient qu'un prétexte justifiant une décision purement politique. D'autre part, le Premier Ministre et son Chancelier n'auraient pas exactement la même position face à la question de l'adoption de l'euro, ce qui aurait entraîné une lutte de pouvoir remportée par Gordon Brown. La première question qui se pose est de savoir si la conclusion de l'évaluation des tests aurait pu être positive. Se risquer à une interprétation de cette évaluation serait trop ambitieux, mais il est toujours possible de vérifier le bien fondé de la décision gouvernementale à la lumière de la conjoncture économique et politique. Si cette vérification montre que Tony Blair et Gordon Brown ne pouvaient qu'être d'accord sur la nécessité de ne pas recommander d'adhésion, alors comment comprendre la persistance des rumeurs journalistiques de conflit entre les deux hommes sur cette question ? Cette interrogation sera menée à partir d'une analyse des discours

de Tony Blair et de Gordon Brown et de leur interprétation par la presse économique anglophone représentée par le *Financial Times* et *The Economist*, ces deux médias ayant été choisis pour leur réputation de sérieux et leur influence sur le segment électoral des entrepreneurs.

1. Rappel historique

La décision de ne pas adopter l'euro comme monnaie unique dès sa création fut prise par le gouvernement conservateur de John Major. Le protocole d'exemption ajouté au traité de Maastricht a autorisé le Royaume-Uni à décider ultérieurement d'entrer dans la zone euro s'il le désire [Conseil des Communautés Européennes, 1992]. En 1996, sous la pression des eurosceptiques défenseurs de la souveraineté nationale, John Major a annoncé que le peuple, convoqué par référendum, serait l'ultime décideur d'une adhésion.

En 1997, le New Labour, ne pouvant risquer de froisser l'électorat appelé aux urnes, a inscrit la même promesse dans son programme. Bien qu'ayant affiché une tendance de plus en plus pro-européenne depuis les années 1980, il n'était alors pas particulièrement enthousiaste à l'idée d'intégrer la zone euro. Le programme rappela que les intérêts britanniques primaient, qu'il restait de nombreux obstacles à une adhésion et que ce qui importerait surtout serait la convergence des économies [New Labour, 1997]. L'adhésion à la zone euro fut en fait un sujet soigneusement évité par les grands partis pendant la campagne. Mais une fois élu, le New Labour se retrouva quasiment dans la même situation que les Conservateurs.

La parade fut trouvée par Gordon Brown. Dès juillet 1997, le Chancelier de l'Échiquier annonça cinq tests que le Royaume-Uni devrait passer avec succès pour que son adhésion à la zone euro soit décidée. Ces cinq tests s'ajoutent aux désormais célèbres « critères de Maastricht ». Ils portent sur :

- 1) la convergence des économies,
- 2) une flexibilité suffisante pour résister aux chocs éventuels,
- 3) le développement de l'investissement à long terme au Royaume-Uni,
- 4) le maintien de la position concurrentielle de la City,
- 5) l'apport d'une croissance plus forte, de plus de stabilité et de plus d'emplois à long terme.

La manœuvre était habile. Cantonnant apparemment la décision d'adhésion à un cadre purement économique, les tests ont constitué et constituent toujours le bouclier anti-débat du gouvernement. Tant qu'ils ne sont pas passés avec succès, il n'y a même pas lieu de discuter.

En octobre 1997, le ministère des Finances britannique publia une première évaluation détaillée des tests concluant que « ni la flexibilité ni la convergence (n'étaient) suffisantes pour le moment pour rendre une adhésion à l'union monétaire désirable dans un futur proche »ⁱ [HM Treasury, 1997]. Le problème majeur semblait les taux d'intérêt, de 4 points supérieurs à ceux de l'Allemagne. Le ministère s'engageait sur plusieurs mesures destinées à renforcer la convergence et la flexibilité, mais il ajoutait : « généralement, de telles politiques mettent du temps à faire effet. A moins qu'il y ait de profondes modifications des circonstances en Grande-Bretagne et dans le reste de l'Europe, il est fort probable que plusieurs années s'écoulent avant que nous puissions montrer que nous sommes parvenus à une convergence durable »ⁱⁱ. Une façon de clore le débat à plus ou moins long terme.

Début 1999, lorsque l'euro fut officiellement créé, le débat se rouvrit mais ne fit pas rage, faute d'arguments en faveur d'une adhésion. En effet, le Royaume-Uni, sorti de sa récession en octobre 1992, enregistrait depuis un taux de croissance annuel supérieur au taux moyen des pays de la zone euro. Certes, en 1998, l'écart n'était plus que de 0,3 point de pourcentage et neuf pays sur les quinze devançaient le Royaume-Uni. Mais avec un taux annuel dépassant les 3 % [OCDE, 2005], l'économie britannique n'avait pas un besoin urgent de se joindre au club. Surtout, l'incertitude entourant le remplacement physique des monnaies nationales par l'euro encourageait la position du *wait and see*.

Le 7 février 2001, lors de la séance de questions directes au Premier Ministre à la Chambre des Communes, le sujet fut brusquement déterré. Le ministre des Affaires étrangères, Robin Cook, ayant déclaré peu de temps avant que si les Travailleurs remportaient les prochaines élections législatives, le gouvernement prendrait une décision au sujet de l'adhésion britannique à la zone euro « au début de la prochaine législature » (*early in the next parliament*), le chef du Parti conservateur, William Hague, demanda de préciser si “*early*” signifiait bien dans les deux premières années. Poussé dans ses retranchements, Tony Blair ne put que confirmer [Blair, 2001a]. William Hague interpréta alors cette confirmation comme « la condamnation à mort de la livre dans deux ans »ⁱⁱⁱ mais aussi comme une volonté de placer l'euro au cœur de la campagne pour les prochaines élections législatives attendues pour mai ou juin 2001 [Newman, 2001]. À partir de ce moment, la presse a régulièrement épilogué sur la date exacte de publication de l'évaluation.

2. La deuxième évaluation des tests économiques

Réalisée au moyen de dix-huit études techniques de 2000 pages supervisées par la Banque d'Angleterre, l'évaluation de deux cent cinquante pages du ministère des Finances [HM Treasury, 2003] fut présentée par Gordon Brown à la Chambre des Communes le 9 juin 2003. Elle conclut à nouveau que ni la convergence ni la flexibilité n'étaient suffisantes. Des différences structurelles persistantes et la permanence de la volatilité des taux d'inflation entraînaient des doutes quant à la réalisation d'une meilleure croissance, d'une plus grande stabilité, de plus d'emplois et de plus d'investissement. Seul le maintien de la situation concurrentielle de la City semblait acquis, hors ou dans la zone euro. De nouveau, Gordon Brown proposa des mesures visant à renforcer la convergence et la flexibilité. Il énonça notamment :

- l'intensification des réformes du marché de l'immobilier avec un effort d'équilibre de l'offre et de la demande et une avancée vers les prêts sur hypothèque à taux fixes,
- l'adoption de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) pour une meilleure mesure et une meilleure cible de taux d'inflation,
- la publication des niveaux d'inflation par région et la réforme des allocations logement pour favoriser la mobilité nécessaire au plein emploi,
- et des propositions de réformes de la Banque centrale européenne.

Le chancelier s'engagea à examiner les progrès effectués au moment du prochain Budget. En fonction des résultats, il déciderait ou non d'une troisième évaluation des tests qui, si elle s'avérait positive, conduirait au référendum [Brown, 2003]. En réalité, les discours de présentation des pré-Budgets, prononcés en décembre, et ceux de présentation des Budgets, prononcés en mars, donnèrent peu d'indications sur les avancées des réformes. Le 17 mars 2004, Gordon Brown confirma l'adoption du IHPC ainsi que la publication de diverses études demandées et renvoya à un « rapport sur la flexibilité » qui serait publié tous les ans [Brown, 2004]. À partir de cette date, ceux qui souhaitaient être informés des progrès vers le passage avec succès des cinq tests devraient consulter un rapport supplémentaire mais ne seraient pas directement informés par le Chancelier. Dans sa présentation du Budget 2004 [Brown, 2004]

et celle du Budget 2005 [Brown, 2005], Gordon Brown se limita à préciser très brièvement qu'aucune nouvelle évaluation des tests n'était prévue.

Si le détail de l'évaluation des tests n'est pas le sujet de la présente recherche, plusieurs éléments paraissent importants à souligner. D'abord, comme le précise Alain Thibaudeau, les tests sont forcément ambigus puisque leur vérification dépend « en grande partie du cadre macroéconomique qu'aura créé le gouvernement tout au long de son mandat » [Thibaudeau, 2001], ce qui signifie qu'il suffit de ne pas forcer la flexibilité et la convergence pour ne pas les atteindre. À la lumière de cette idée, l'annonce de mesures destinées à renforcer la flexibilité et la convergence paraît simplement être une réponse à l'accusation possible d'utiliser une situation économique volontairement maintenue dans un état défavorable à l'adhésion afin de justifier une décision politique. De plus, cette réponse semble peu crédible. D'une part, la réalisation d'une convergence optimale ne peut dépendre uniquement de l'effort d'un pays, quel qu'il soit. D'autre part, paradoxalement, chaque progrès national individuel vers plus de stabilité, plus de croissance, plus d'emplois et plus de flexibilité creuse nécessairement le fossé entre le Royaume-Uni déjà plus performant et les pays de la zone euro pris dans leur ensemble.

Parmi les nombreux économistes qui se sont essayés à l'évaluation, plusieurs ont dénoncé le caractère flou et abstrait des tests vérifiables dans un sens comme dans l'autre suivant le modèle économique utilisé, et donc interprétables à loisir. Partant de ce principe, il suffisait en fait de suivre chaque annonce des Budgets décrivant les performances britanniques toujours meilleures que celles de la zone euro pour prédire que la flexibilité et la convergence seraient jugées insuffisantes.

Quelle que soit leur valeur exacte, les tests ont été utilisés depuis 1997 pour repousser la décision d'adhésion. Cette utilisation est fort compréhensible, d'un point de vue économique comme politique.

3. Un report de recommandation d'adhésion justifié

À une convergence insuffisante défavorable au Royaume-Uni a succédé une convergence insuffisante favorable au Royaume-Uni. En ce qui concerne l'inflation, le taux annuel de croissance des prix à la consommation britannique a été inférieur à celui de la zone euro de 2000 à 2004. À l'exception de la Finlande, les rares pays ayant eu moins d'inflation que le Royaume-Uni ont aussi subi une croissance moindre. Mesurée par l'augmentation du PIB réel, la croissance annuelle britannique a continué de dépasser la croissance annuelle de la zone euro. Tombé à 0,1 point de pourcentage en 1999, l'écart est progressivement remonté jusqu'à 1,6 point en 2003. Quoique plus faible depuis, il devrait tout de même atteindre 1,2 point en 2005. De plus, le nombre de pays de la zone euro enregistrant une meilleure croissance annuelle que le Royaume-Uni est descendu de 10 en 1999 à jamais plus de 5 depuis 2001. Au plan de l'emploi, le constat est identique : le taux de chômage standardisé annuel britannique, jamais supérieur à 5 % depuis 2000, était nettement en dessous de celui des pays de la zone euro (à 8 % et plus) et notamment des taux français, allemand et italien^{iv}. Le Royaume-Uni n'avait donc pas d'intérêt économique à se joindre à un club plutôt en difficulté [Moatti, 2000, Champroux, 2002, Habache, 2002, Robin, 2002, Minford, 2002, Minford *et al.*, 2004], même si en mai 2003, un mois avant la présentation des conclusions de la deuxième évaluation, un rapport de onze experts commissionné par le groupe de pression Britain in Europe (BiE) s'attachait à montrer que le Royaume-Uni souffrirait d'un report d'adhésion [Begg *et al.*, 2003].

D'un point de vue politique, l'opinion publique, fort attachée à ses traditions mais aussi bien manipulée par non moins de soixante associations eurosceptiques relayées par la presse, restait défavorable à une adhésion. La plus grande avancée en faveur d'une adhésion, mesurée par l'institut de sondage MORI en février 1999, a été 46 % de la population favorable, c'est-à-dire 17 % fortement pour et 29 % pour en général mais susceptibles d'être persuadés du contraire. Toujours d'après MORI, passée en dessous de la barre des 40 % dès mars 1999, la proportion des « favorables » est remontée à 42 % et 43 % en février 2002 et avril 2002 respectivement, pour redescendre ensuite [MORI, 2005a]. Tous instituts confondus, 70 % et plus des personnes interrogées se sont prononcées contre une adhésion en septembre et novembre 2000 et en janvier et mai 2001 [MORI, 2005b]. Cela n'a pas empêché plusieurs voix, dont celle de Tony Blair [Groom et Stephens, 2001], de s'élever pour affirmer que si

l'adhésion s'avérait dans l'intérêt économique du Royaume-Uni, une bonne campagne argumentée d'éléments concrets parviendrait à convaincre le peuple appelé à se prononcer par référendum. Mais l'impression est demeurée que l'obligation instaurée par le Chancelier de passer les tests avec succès était d'autant plus confortable que le risque d'échec politique subsistait. L'opinion est malléable, un événement qui déchaînerait la tendance europhobe peut toujours survenir et un référendum sert parfois à désavouer une administration en place plutôt qu'à répondre à une question. Remarquons d'ailleurs que les deux derniers sondages effectués par MORI Financial Services et ICM Research avant la présentation des conclusions de la deuxième évaluation révélaient respectivement 58 % et 62 % d'opinion défavorable à une adhésion [MORI, 2005b].

Au cours du deuxième mandat du New Labour, la co-existence de l'incertitude économique et du risque politique ne pouvait qu'entraîner un refus d'engager le pays dans un processus d'acceptation de l'euro. Tony Blair et Gordon Brown étaient donc nécessairement d'accord, ce qui provoque une interrogation concernant le battage médiatique relatif aux divergences de vues, de mésentente, voire de lutte de pouvoir entre un Premier Ministre dit pro-euro et un Chancelier dit eurosceptique. L'étude des discours des deux hommes et de leur traitement dans la presse économique^v devrait apporter une réponse à cette interrogation.

4. Tony Blair et Gordon Brown face à l'euro : discours et interprétations

Rappelons que les membres du gouvernement britannique sont soumis à l'obligation de respect de la convention de responsabilité collective et doivent, en public, maintenir un front uni quant à la politique gouvernementale décidée [Cabinet Office, 1992]. Concernant la question de l'adoption de l'euro, le message officiel était que le gouvernement était d'accord en principe sur une adhésion, mais qu'il fallait d'abord que les cinq tests économiques soient passés avec succès, et que si c'était le cas, le gouvernement n'hésiterait pas à demander au peuple son accord pour adhérer. C'est d'ailleurs le message qui revient dans les programmes électoraux du New Labour de 2001 et 2005 [New Labour, 2001 et 2005].

Tony Blair s'est toujours conformé à ce message officiel. Mais la presse économique a souvent considéré que sa simple répétition constituait un véritable engagement en faveur de l'adoption de l'euro. Elle a d'ailleurs suivi avec ardeur ce qu'elle a considéré comme une

« campagne de préparation à un référendum sur l'euro »^{vi} [Groom, 2001d]. Elle a identifié de nombreuses étapes de cette campagne, dont principalement le discours au congrès du Parti travailliste du 2 octobre 2001, celui au European Research Institute du 23 novembre 2001, celui des 14-15 décembre 2001 au sommet européen de Laeken et celui du 3 janvier 2002 au Bangladesh. Un examen minutieux de ces discours révèle une interprétation abusivement pro-euro de propos plus largement pro-européens.

Au congrès du Parti travailliste de 2001, en réponse aux attaques terroristes du 11 septembre à New York, c'est l'idée de regroupement d'États que le Premier Ministre a abondamment développée. Tony Blair ne pouvait que rappeler que le Royaume-Uni fait partie d'un regroupement très intégré, l'Europe, avec lequel le pays entretient des liens économiques et politiques étroits. Il répondait ainsi aux partisans d'un retrait britannique de l'Union européenne. Le Premier Ministre a aussi insisté sur la nécessité d'une voix britannique forte pour guider ce groupe, conformément à la volonté travailliste répétée de placer le Royaume-Uni au cœur de l'Europe. Sur l'euro, il a dit :

Nous ne devons adopter la monnaie unique que si les conditions économiques sont remplies. Ces conditions ne sont pas une façade à une décision politique. Elles sont fondamentales. Mais si elles sont remplies, nous devons intégrer, et si elles sont remplies au cours de la présente législature, nous devons avoir le courage de notre raisonnement, de demander au peuple britannique son accord avant les prochaines élections législatives^{vii} [Blair, 2001b].

Tony Blair défendait ici les tests économiques de plus en plus soupçonnés d'être un leurre dissimulant le caractère politique de la décision relative à l'adhésion. L'ironie du sort voulut que *The Economist* comprenne que le Premier Ministre argumentait en faveur d'une adhésion à l'euro au nom de la guerre contre le terrorisme, et donc pour des raisons politiques [The Economist, 2001].

Le discours prononcé au European Research Institute en novembre 2001 reprenait la liste des nombreuses occasions que le Royaume-Uni avait manquées de faire entendre pleinement sa voix et de modeler ainsi l'Europe suivant sa propre vision. Il avait pour objectif de démontrer la nécessité absolue de ne pas répéter ces erreurs et de s'impliquer vraiment dans la construction européenne afin d'influencer les projets en cours de réformes économiques et institutionnelles et de politique de défense commune. Tony Blair ajouta :

Pour ce qui est de l'euro, la conclusion de cette discussion n'est pas que nous y allons sans tenir compte des conditions économiques. C'est que si les tests économiques sont passés avec succès,

des barrières politiques ou constitutionnelles ne doivent pas nous empêcher d'adhérer. Et bien sûr la décision finale appartient au peuple lors d'un référendum ^{viii} [Blair, 2001c].

Il prolongeait ainsi l'idée d'implication réelle lorsque l'intérêt britannique est en jeu, sans frein dû à des contingences politiques. De ce discours, dont il sera longtemps question [Peel, 2002], ont surtout été retenus l'idée de la « tragédie » d'occasions manquées prônant l'intégration à la zone euro et le signe supplémentaire de l'enthousiasme du Premier Ministre pour un référendum [Groom, 2001b et 2001c].

La référence du *Financial Times* à l'intervention pro-euro de Tony Blair au sommet européen de Laeken reste mystérieuse. Le 8 décembre 2001, le quotidien annonça que le Premier Ministre allait « utiliser le sommet européen de la semaine prochaine pour lancer l'étape suivante de sa campagne de préparation à un référendum sur l'euro » en « (soulignant) son message que pourvu que les conditions économiques soient remplies, il est juste que la Grande-Bretagne adhère » ^{ix} [Groom, 2001d]. D'une part, la répétition du message gouvernemental ne constituait pas une avancée vers un référendum mais de plus, les déclarations pro-euro du Premier Ministre, s'il y en a eu, ont été éludées par la Déclaration de Laeken, prélude à l'élargissement de l'Union européenne en 2004 et à l'élaboration de la Constitution européenne [Conseil des Communautés Européennes, 2001].

Lorsque le Premier Ministre partit au Bangladesh le 3 janvier 2002, il lui fut difficile de passer l'euro sous silence, deux jours après l'arrivée physique de la monnaie dans l'Union européenne. Il déclara alors que l'euro étant devenu une réalité pour douze des quinze pays de l'Union, les Britanniques ne pouvaient l'ignorer. Il réitéra l'accord de principe pour une adhésion au nom du marché unique, ainsi que la soumission de la décision gouvernementale à la condition expresse de la convergence économique et de l'accord du peuple. Bien qu'il ait déclaré : « (...) les gens peuvent le sentir dans leurs mains, mais je ne sais pas si cela changera l'opinion qu'ils en ont » ^x, le *Financial Times* a estimé que « le Premier Ministre a indiqué plus fortement que jamais sa croyance selon laquelle la familiarité du public avec les billets et les pièces d'euro peut être le tremplin d'un référendum sur l'adhésion britannique » ^{xi} [Groom, 2002a].

Deux autres interventions du Premier Ministre ont défrayé la chronique. Au congrès du Parti travailliste en octobre 2002, Tony Blair répéta l'importance d'avoir une position phare en Europe afin d'en influencer l'évolution et ajouta : « C'est pourquoi l'euro ne concerne pas que notre économie mais aussi notre destinée » ^{xii} [Blair, 2002]. Puis, en présentant ses vœux à la

nation le 1^{er} janvier 2003, Tony Blair considéra que la décision relative à l'adoption de l'euro était peut-être la « seule décision d'importance de cette génération politique » et affirma : « les arguments en faveur de l'adhésion sont écrasants. Mais, en fin de compte, il s'agit d'une union économique et ce sont les arguments économiques qui doivent l'emporter »^{xiii} [Blair, 2003a]. Le Premier Ministre reconnaissait enfin que la question avait un aspect de politique extérieure indéniable. Cependant, il ne désavouait pas son Chancelier et ne trahissait pas le message gouvernemental officiel.

De son côté, Gordon Brown a eu d'autant plus de facilité à respecter la convention de responsabilité collective qu'il détenait la clef de voûte du message officiel. Tels les différents mouvements d'une variation musicale, ses interventions sur l'euro ont développé dans des proportions diverses les thèmes suivants :

- les avantages économiques d'une adhésion,
- le désaccord avec ceux qui refuseraient l'adhésion par principe,
- une approche réfléchie et prudente de réalisme pro-euro,
- la suprématie des tests,
- le caractère complet et rigoureux de leur évaluation,
- la nécessité d'adhérer s'ils sont passés avec succès,
- et l'engagement à consulter le peuple.

Le Chancelier est resté fidèle à ces thèmes, n'hésitant pas à répéter les mêmes extraits de paragraphe dans ses différents discours. Le *Financial Times* a pourtant trouvé à y redire.

Lorsqu'en mai 2001, Gordon Brown déclara que les différences entre les règles budgétaires et monétaires de la Banque centrale européenne (BCE) et du Royaume-Uni devaient être prises en compte dans l'évaluation des tests, le quotidien en profita pour disserter sur tout le mal que Gordon Brown pensait, sans le dire, du fonctionnement de la BCE [Groom et Norman, 2001 ; Crooks et Barber, 2001].

Quand en juin 2001, le Chancelier expliqua son « approche réfléchie et prudente de réalisme pro-euro »^{xiv} [Brown, 2001a], le *Financial Times* provoqua la confusion en publiant un premier article dans lequel il associait à parts égales les propos de Gordon Brown et la déclaration du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Sir Edward, repoussant la possibilité d'une adhésion imminente du Royaume-Uni à la zone euro [Groom et Beattle, 2001]. Le jour suivant, Philip Stephens interpréta le discours du Chancelier comme l'annonce d'une décision personnelle de renoncer à une adhésion à la zone euro avant les prochaines élections [Stephens, 2001].

Le discours du Chancelier du 5 novembre 2001, au dîner du congrès annuel de la Confederation of British Industry [Brown, 2001b], était très semblable à celui du 20 juin. Pourtant, Robert Shrimmsley affirma que Gordon Brown l'avait présenté comme un « correctif au discours euro-enthousiaste du Premier Ministre au congrès du Parti travailliste » du mois précédent ^{xv}. Et le journaliste d'épiloguer sur la fureur des alliés de Tony Blair, le désaccord ministériel et l'obligation du Premier Ministre de remanier son propre discours pour réaffirmer l'entente avec son Chancelier [Shrimmsley, 2001].

Enfin, en juin 2002, le premier commentaire de Brian Groom du discours du Chancelier à la Mansion House fut que « Gordon Brown a marqué la décision britannique d'un référendum sur l'euro du sceau de son autorité personnelle » [Groom, 2002b]. Il est vrai que le Chancelier, commençant par souligner l'importance historique de la décision à prendre, durcissait ensuite le ton sur le caractère décisif des tests et le sérieux de leur évaluation [Brown, 2002]. Mais il ne faisait que rejoindre le Premier Ministre dans sa campagne de persuasion du caractère hautement économique de la décision, reprenant même les propos de Tony Blair du 2 octobre 2001.

5. Les origines des interprétations abusives

Le Premier Ministre et le Chancelier, d'accord sur l'impossibilité de proposer une entrée du Royaume-Uni dans la zone euro, n'ont publiquement rien exprimé d'autre que leur consensus. Pourtant, le *Financial Times* n'a eu de cesse d'interpréter les discours des deux hommes comme les révélations d'un conflit, exploitant toute différence de termes et de ton propres à chaque personnalité et le partage des rôles au sein du gouvernement. En effet, Gordon Brown, de par sa fonction de ministre des Finances chargé de la politique monétaire et budgétaire du Royaume-Uni, était forcément amené à défendre cette politique [HM Treasury, 2002]. Or il ne pouvait que constater graduellement son efficacité relative comparée à celle des pays de la zone euro dirigée par la BCE et le pacte de stabilité ^{xvi}. Le Premier Ministre était informé et d'accord, mais c'est le Chancelier qui exprimait les réserves.

Les interprétations du *Financial Times* ont sans doute été guidées par la rumeur^{xvii} d'un accord de succession entre Tony Blair et Gordon Brown, rumeur ressortie au début de la campagne électorale de 2001 [Bennett, 2001] et reprise en 2002 par *The Rivals*

[Naughtie, 2002], biographie politique de Tony Blair et de Gordon Brown. En mai 1994, Gordon Brown aurait secrètement négocié son effacement aux élections du chef du New Labour contre la promesse que Tony Blair lui assurerait un jour sa succession à la tête du parti et du gouvernement [Stephens, 2002]. Le temps passant, la rumeur spéculait sur l'impatience du Chancelier de voir le Premier Ministre remplir sa part de contrat. Or la politique britannique vis-à-vis de l'euro serait venue troubler l'accord de départ entre le Premier Ministre et le Chancelier. Tony Blair briguerait maintenant un poste européen élevé, comme celui de président de la Commission. Il penserait obtenir ce poste en échange d'une entrée du Royaume-Uni dans la zone euro, entrée elle-même négociable avec Gordon Brown... contre le poste de Premier Ministre pourtant déjà dû [Damour, 2002].

Cette dernière rumeur est bien peu crédible. L'entrée du Royaume-Uni dans l'union monétaire européenne n'est plus réclamée par les États membres [Champroux, 2002] et n'était pas souhaitable d'un point de vue britannique. Elle ne pouvait donc faire office de monnaie d'échange dans aucune des deux tractations soupçonnées. Pourtant, le *Financial Times* a régulièrement été informé d'une montée en puissance de la tension entre les deux hommes au sujet de l'euro. Cette information, le quotidien l'a apparemment tirée de fuites ministérielles de « personnes initiées proches à la fois de Blair et de Brown » [Groom, 2001a], « sources gouvernementales » [Crooks, 2001], « bureau du Premier Ministre » [Shrimley, 2001] ou « habitués de Whitehall » [Newman, 2003]. La tension, qui n'aurait cessé de croître jusqu'à la présentation de l'évaluation des tests, ne venait pas de la difficulté à se mettre d'accord sur la conclusion – inévitable – de l'évaluation. C'est sur la question du référendum que le Premier Ministre et le Chancelier auraient âprement discuté ; Gordon Brown aurait souhaité repousser toute éventualité de consultation du peuple au delà des élections législatives suivantes.

En réalité, il existe bien une tension entre les deux hommes relative à la question de l'adoption britannique de l'euro. Celle-ci vient de l'existence même des tests qui ont dépossédé le Premier Ministre du pouvoir de décision. C'est probablement pour minimiser le pouvoir du ministre des Finances que Tony Blair a insisté sur le caractère collectif de la décision de juin 2003. Le 14 mai 2003, le Premier Ministre a précisé à la Chambre des Communes que l'annonce gouvernementale serait précédée d'une discussion aussi complète que possible au sein du Cabinet [Blair, 2003b]. Les ministres du Cabinet ont reçu les copies des dix-huit études techniques et ont chacun eu une discussion à huis clos avec Tony Blair et Gordon Brown avant une réunion plénière. Enfin, une réunion spéciale fut prévue début juin pour, a rapporté *The*

Independent, « déterminer la déclaration aux Communes sur la politique gouvernementale que M. Brown fera le 9 juin »^{xviii} [Grice, 2003].

Il n'en reste pas moins vrai que Gordon Brown est le concepteur des tests dont dépend la décision gouvernementale et le chef du ministère des Finances chargé de l'interprétation de leur évaluation. Avec l'invention des tests, il s'est aussi attribué le verbe, puisque c'est à lui d'annoncer à la nation la décision gouvernementale dont le Premier Ministre peut paraître évincé.

Conclusion

Les cinq tests économiques élaborés par Gordon Brown en 1997 ont évité au gouvernement travailliste les affres d'un débat national sur la question explosive d'une adhésion britannique à la zone euro. Leur nature complexe et floue, décourageant les tentatives privées d'évaluation, a bridé les argumentations économiques. Leur caractère décisif, clamé par le gouvernement, a fait taire les discussions d'ordre politique. Ils ont ainsi cautionné l'attente silencieuse puis la décision, en juin 2003, de ne pas recommander d'adhésion et donc de ne pas consulter le peuple par référendum. Ils seront peut-être un jour, en cas de besoin, le joker à brandir pour convaincre le peuple britannique d'adopter l'euro.

Mais le Premier Ministre ne peut totalement se réjouir de l'ingéniosité de son Chancelier. D'une part, le musellement du débat national a créé un vide que les médias se sont empressés de combler. D'autre part, avec les tests, Tony Blair a été dépossédé par Gordon Brown du pouvoir de décision et de parole sur la question de l'euro. À défaut de mieux, le *Financial Times* a exploité les tensions suscitées par cette situation, jusqu'à ce que l'unité gouvernementale clairement affichée depuis juin 2003, et la question de la constitution européenne, le détournent de son sujet favori. Le monde des affaires britannique, lecteur du quotidien, a donc pu suivre ce qui a été présenté comme la révélation de signes d'un conflit, préjudiciable à la crédibilité du gouvernement, et les insinuations de transfert de pouvoir, nuisibles à l'image de marque du Premier Ministre. La ténacité du *Financial Times* laisse imaginer l'ampleur de campagnes similaires menées par la presse populaire et les dégâts politiques causés par cette presse beaucoup plus largement lue.

ⁱ. "(...) neither flexibility nor convergence are sufficient at present to make joining the EMU in the near future desirable."

ⁱⁱ. "(...) generally, such policies take time to have their effect. Unless there is some profound change in circumstances in Britain and in the rest of Europe, it is likely to be some years before we can demonstrate that we have achieved sustainable convergence."

ⁱⁱⁱ. "Tony Blair this afternoon sounded the death knell for the pound." William Hague in Buerkle [2001].

^{iv}. Analyse de l'auteur des statistiques présentées en annexe tableaux 1, 14 et 18 de l'OCDE [2005].

^v. Ont été principalement consultés le *Financial Times* et *The Economist* dont la presse française s'est fait l'écho.

^{vi}. "(...) his campaign to pave the way for a euro referendum".

^{vii}. "We should only be part of the single currency if the economic conditions are met. They are not window-dressing for a political decision. They are fundamental. But if they are met, we should join, and if met in this Parliament, we should have the courage of our argument, to ask the British people for their consent in this Parliament."

^{viii}. "As for the Euro, the conclusion of this argument is not that we go in regardless of the economic conditions. It is that if the economic tests are met, political or constitutional barriers should not prevent us joining. And of course the final decision rests with the people in a referendum."

^{ix}. "Tony Blair will use next week's European Union summit to launch the next stage of his campaign to pave the way for a euro referendum (...) he is expected to underline his message that provided the economic conditions are met, it is right that Britain should join."

^x. "(...) people can feel it in their hands, but I don't know whether it will change their views about it.", Tony Blair in Groom [2002a].

^{xi}. "(...) the prime minister gave the strongest indication yet of his belief that the public's familiarity with euro notes and coins can create the platform for a referendum on British entry."

^{xii}. "That's why the Euro is not just about our economy but our destiny."

^{xiii}. "(...) the single most important decision that faces this political generation (...) the political case for entry is overwhelming. But ultimately it is an economic union, and it is an economic case that must be made."

^{xiv}. "Our approach is, and will continue to be, considered and cautious - one of pro-euro realism."

^{xv}. "The chancellor let it be known that he saw his speech as a corrective to the prime minister's euro-enthusiastic speech at last month's Labour Party Conference."

^{xvi}. Voir les différents discours de présentation des pré-Budgets et des Budgets.

^{xvii} Une analyse plus détaillée des rumeurs sera prochainement publiée.

^{xviii}. "A special cabinet meeting on 5 or 6 June will determine the Commons statement on government policy that Mr Brown will deliver on 9 June."

Bibliographie *

- Begg, David, O. Blanchard, D. Coyle *et al.*, 2003, *The consequences of saying no: an independent report into the economic consequences of the UK saying no to the Euro*, Londres, Britain in Europe Campaign Ltd, mai.
- Bennett, Rosemary, 2001, "Voters prefer Blair to Brown as PM", *Financial Times*, Londres, 25 mai.
- Blair, Tony, 2001a, "Engagements", *Hansard Report of the House of Commons Parliamentary Debates*, Londres, HMSO, vol. 362, 7 février, colonnes 919-921.
- Blair, Tony, 2001b, "Speech by Tony Blair, Prime Minister. Labour Party conference, Brighton", 2 octobre, on http://mitglied.lycos.de/FrankGemkow/laku/gb/blair/blair_3.htm
- Blair, Tony, 2001c, "Britain's role in Europe", European Research Institute, 23 novembre on <http://www.number-10.gov.uk/output/Page1673.asp>.
- Blair, Tony, 2002, "At our best when at our boldest", Labour Party Conference, Winter Gardens, Blackpool, mardi 1^{er} octobre on <http://www.staff.city.ac.uk/p.willetts/IRAQ/TB011002.HTM>.
- Blair, Tony, 2003a, "Prime Minister's New Year Message", 1^{er} janvier, on <http://www.number-10.gov.uk/output/Page1747.asp>.
- Blair, Tony, 2003b, "Engagements", *Hansard Report of the House of Commons Parliamentary Debates*, Londres, HMSO, vol. 405, 14 mai, colonne 304.
- Brown, Gordon, 2001a, "Chancellor's speech at Mansion House", 20 juin, 69/01, on http://www.hm-treasury.gov.uk/newsroom_and_speeches/press/2001/press_69_01.cfm
- Brown, Gordon, 2001b, "Speech by the Chancellor of the Exchequer Gordon Brown to the CBI annual conference dinner", 5 novembre, 119/01, on http://www.hm-treasury.gov.uk/newsroom_and_speeches/press/2001/press_119_01.cfm
- Brown, Gordon, 2002, "Mansion House Speech", 26 juin, 62/02, on http://www.hm-treasury.gov.uk/newsroom_and_speeches/press/2002/press_62_02.cfm
- Brown, Gordon, 2003, "Economic and Monetary Union", *Hansard Report of the House of Commons Parliamentary Debates*, Londres, HMSO, vol. 406, 9 juin, colonnes 407-436.
- Brown, Gordon, 2004, "Financial Statement", *Hansard Report of the House of Commons*, Londres, HMSO, vol. 419, Budget March 2004, Ministerial statements, 17 mars, colonnes 321-336.
- Brown, Gordon, 2005, "Chancellor of the Exchequer's Budget Statement", 16 mars, on http://www.hm-treasury.gov.uk/budget/budget_05/bud_bud05_speech.cfm
- Buerkle, Tom, 2001, "Blair Unveils a Timetable for Decision On the Euro", *International Herald Tribune*, Paris, jeudi 8 février.
- Cabinet Office, 1992, *Questions of procedure for Ministers*, Londres, Cabinet Office publications, mai.
- Champroux, Nathalie, 2002, « Les enjeux économiques d'une adhésion du Royaume-Uni à la zone euro », *Les Cahiers du GRATICE*, Créteil, Université Paris XII, n° 23, Monnaie, banques et crédit, deuxième semestre.
- Conseil des Communautés Européennes, 1992, *Traité sur l'Union Européenne*, Bruxelles, Office des publications officielles des Communautés Européennes.

- Conseil des Communautés Européennes, 2001, "The Future of the European Union, Laeken Declaration", Commission européenne, 15 décembre, on http://europa.eu.int/constitution/futurum/documents/offtext/doc151201_en.htm
- Crooks, Ed, et Tony Barber, 2001, "Finance minister steps into currency debate", *Financial Times*, Londres, 24 mai.
- Crooks, Ed, 2001, "Banks cast doubt on early switch to euro notes and coins", *Financial Times*, Londres, 30 juillet.
- Damour, Pauline, 2002, « Blair joue gros sur l'échiquier de l'euro », *Challenges*, Paris, n° 174, mars.
- Grice, Andrew, 2003, "Blair's cabinet coup against Brown clears path for an early euro poll", *The Independent*, Londres, 16 mai.
- Groom, Brian, et Alan Beattle, 2001, "Finance minister pledges 'cautious' euro approach", *Financial Times*, Londres, 21 juin.
- Groom, Brian, et Peter Norman, 2001, "Brown expresses ECB concerns", *Financial Times*, Londres, 23 mai.
- Groom, Brian, et Philip Stephens, 2001, "Blair confident of winning support of public on euro", *Financial Times*, Londres, 25 mai.
- Groom, Brian, 2001a, "Edging towards a historic gamble", *Financial Times*, Londres, 27 juillet.
- Groom, Brian, 2001b, "Blair set to deliver his strongest signal so far on joining euro", *Financial Times*, Londres, 23 novembre.
- Groom, Brian, 2001c, "PM gives the reason but not the time for a euro referendum", *Financial Times*, Londres, 24 novembre.
- Groom, Brian, 2001d, "Blair set to launch next stage in euro debate", *Financial Times*, Londres, 8 décembre.
- Groom, Brian, 2002a, "Blair says UK must not ignore single currency", *Financial Times*, Londres, 4 janvier.
- Groom, Brian, 2002b, "Brown stamps authority on euro decision", *Financial Times*, Londres, 27 juin.
- Habache, Omar-Gabriel, 2002, « Royaume-Uni, l'entrée dans la zone euro est-elle envisageable en 2003 ? », *Problèmes économiques*, Paris, La documentation française, n° 2755, 3 avril.
- HM Treasury (Her Majesty's Treasury), 1997, *UK membership of the single currency : an assessment of the five economic tests*, Londres, HM Treasury, octobre.
- HM Treasury, 2002, *Macroeconomic frameworks in the new global economy*, Londres, HM Treasury, novembre, on <http://www.hm-treasury.gov.uk/media/E37/C2/admacro02-249kb.pdf>
- HM Treasury, 2003, *UK membership of the single currency : an assessment of the five economic tests*, Londres, HM Treasury, juin.
- Minford, Patrick, 2002, "Should Britain join the euro – the Chancellor's five tests examined", *IEA Occasional Paper*, Londres, Institute of Economic Affairs, n° 126, Septembre.
- Minford, Patrick, David Meenagh et Bruce Webb, 2004, "Britain and EMU: Assessing the Costs in Macroeconomic Variability", *The World Economy*, Londres, Blackwell Publishing, 27 (3).
- Moatti, Gérard, 2000, « Grande-Bretagne : le bonheur d'être « out » », *Le Monde*, Paris, 10 octobre.
- MORI, 2005a, "Joining the euro – Views of British Participation - MORI Referendum Trends, 1996-present", Londres, MORI, on <http://www.mori.com/europe/euro-participation.shtml>

- MORI, 2005b, "Joining the euro – All Companies' Referendum Trends, 1999-present", Londres, MORI, on <http://www.mori.com/europe/eurotrend.shtml>
- Naughtie, James, 2002, *The Rivals*, Londres, HarperCollins Publishers, 050602.
- New Labour, 1997, *Because Britain Deserves Better*, Londres, The Labour Party.
- New Labour, 2001, *Ambitions for Britain*, Londres, The Labour Party.
- New Labour, 2005, *Britain Forward, not Back*, Londres, The Labour Party.
- Newman, Cathy, 2001, "Blair sets two-year deadline for euro assessment", *Financial Times*, Londres, 8 février.
- Newman, Cathy, 2003, "Blair to rule out early referendum on euro", *Financial Times*, Londres, 23 avril.
- OCDE, 2005, *Perspectives économiques*, n° 77, mai, on http://www.oecd.org/document/4/0,2340,fr_2649_34109_20347588_1_1_1_1,00.html
- Peel, Quentin, 2002, "Britain's blind spot on Europe", *Financial Times*, Londres, 7 janvier.
- Robin, Jean-Pierre, 2002, « La tentation de l'euro s'éloigne à nouveau », *Le Figaro*, Paris, 29 avril.
- Shrimmsley, Robert, 2001, "New euro rift mars Blair's exhortation", *Financial Times*, Londres, 6 novembre.
- Stephens, Philip, 2001, "Britain's euro policy gets fixed", *Financial Times*, Londres, 22 juin.
- Stephens, Philip, 2002, « Tony Blair, plus 'européen' à l'étranger qu'en Grande-Bretagne », *Esprit*, Paris, juillet : L'Angleterre de Tony Blair.
- The Economist*, 2001, "Economic focus. Thinking the unthinkable", Londres, 20 octobre.
- Thibaudeau Alain, 2001, « Euro : je t'aime, moi non plus », *Problèmes économiques*, Paris : La documentation Française, n° 2.715, mercredi 30 mai, p. 17.

*. Date de consultation des sites Internet cités : juin 2005